

Unité départementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49183 SAINT-BARTHÉLÉMY

Nantes, le 08 août 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/06/2022

Contexte et constats

Publié sur 

SEDA

RTE DE SCEAUX - CD 191
Champteussé sur Baconne
49220 CHENILLE-CHAMPTEUSSE

Références : SRNT-2022-0511-INSP_SEDA_RAP
Code AIOT : 0100001093

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/06/2022 dans l'établissement SEDA implanté RTE DE SCEAUX - CD 191 Champteussé sur Baconne 49220 CHENILLE-CHAMPTEUSSE. L'inspection a été annoncée le 25/05/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SEDA
- RTE DE SCEAUX - CD 191 Champteussé sur Baconne 49220 CHENILLE-CHAMPTEUSSE
- Code AIOT : 0100001093
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED

La société SEDA (Société d'Exploitation des Décharges Angevines) est autorisée à exploiter à Chenillé-Champteussé les installations suivantes :

- une installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) de capacité 100 000 t/an dont la fin d'exploitation est prévue fin 2025 ;
- une installation de stockage de déchets dangereux (ISDD) de capacité 55 000 t/an dont la fin d'exploitation est prévue en 2030 ;
- une unité de solidification-stabilisation de déchets dangereux de capacité 30 000 t/an ;

- un ancien centre de stockage de déchets non dangereux et dangereux réaménagé en post exploitation.

Un dossier de demande d'autorisation est en cours d'instruction portant en particulier sur une extension des installations de stockage de déchets dangereux et de déchets non dangereux.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- autosurveillance des eaux superficielles et eaux souterraines (action régionale 2022)
- contrôle des déchets admissibles en entrée d'installation de stockage de déchets non dangereux (action nationale 2022).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Lors de la visite, l'utilisation de Trackdéchets a été évoquée. SEDA dispose d'un logiciel HECATE (logiciel métier) qui est une passerelle qui déverse directement les informations dans Trackdéchets. L'inspecteur en charge du développement de Trackdéchets était sur le site SEDA semaine 23 pour

voir les difficultés rencontrées sur le terrain. Pour l'exploitant, il reste encore des difficultés pour la réception des déchets d'amiante provenant de multisites et l'application n'est pas encore complètement au point lorsqu'il s'agit de scanner les QR codes générés.

Il a également été rappelé à l'exploitant son obligation de transmission de données au registre national des déchets pour la production et l'expédition de déchets dangereux ou de déchets POP, le traitement de déchets dangereux ou de déchets POP, le stockage de déchets non dangereux (article R.541-43 du code de l'environnement).

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Autosurveillance des rejets aqueux	Arrêté Ministériel du 30/12/2002, article 32	/	Sans objet
4	Autosurveillance des rejets aqueux	Arrêté Ministériel du 30/12/2002, article 30	/	Sans objet
5	Autosurveillance des rejets aqueux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV	/	Sans objet
8	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 11/05/1994, article 7.2.3	/	Sans objet
10	Surveillance des rejets aqueux et des eaux souterraines	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Autosurveillance des rejets aqueux	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 23 et 54 II	/	Sans objet
3	Autosurveillance des rejets aqueux	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 11 III	/	Sans objet
6	Autosurveillance des rejets aqueux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II	/	Sans objet
7	Recalage pour les rejets aqueux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
9	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 23/07/2004, article 6.3	/	Sans objet
11	Contrôle par vidéo des déchargements de déchets	Décret du 30/03/2021, article 1er	/	Sans objet
12	Conditions d'élimination des déchets non dangereux	Décret du 16/09/2021, article 1er	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le programme d'autosurveillance des rejets réalisé doit être complété/modifié afin d'être conforme aux dispositions des arrêtés ministériels du 15/02/2016 et 30/12/2002. L'exploitant doit veiller à intégrer, lors de la transmission des résultats d'analyses de son site, tout commentaire permettant de justifier les écarts constatés et si besoin apporter les actions correctives nécessaires.

Dans ce cadre, un nouveau piézomètre amont, construit conformément aux règles en vigueur, doit être créé afin de répondre à l'obligation de suivi des eaux souterraines.

Par ailleurs, l'exploitant doit transmettre un schéma précis de gestion des eaux issues des tranchées drainantes présentes sur le site.

Enfin, en ce qui concerne la mise en place de la procédure de contrôle des déchets entrants sur l'ISDND, il est rappelé que les obligations des articles R.541-48-3 et R.541-48-4 du code de l'environnement sont entrées en vigueur le 1er juillet 2022. Une période de tolérance, du fait de la mise en place d'une expérimentation au 2ème semestre 2022, a toutefois été actée par le ministère, période pendant laquelle les documents élaborés au niveau national devront être utilisés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Autosurveillance des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, articles 23 et 54 II
Thème(s) : Actions nationales 2022, Fréquence de surveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Pour l'ISDND : - article 23 : l'exploitant met en place un programme de surveillance de ses rejets. Ce programme est détaillé dans l'arrêté préfectoral d'autorisation. Il comprend au minimum le contrôle des lixiviats, [...] et des eaux de ruissellement, selon les modalités définies en annexe II de l'AM. Les résultats des mesures sont transmis à l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté, accompagnés des informations sur les causes des dépassements constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées, selon une fréquence déterminée par l'arrêté préfectoral d'autorisation. - article 54 II : lorsqu'un casier est exploité en mode bioréacteur, la composition physico-chimique des lixiviats réinjectés est contrôlée tous les trois mois. Dans ce cadre, les paramètres suivants sont analysés : pH, DCO, DBO5, MES, COT, hydrocarbures totaux, chlorure, sulfate, ammonium, phosphore total, métaux totaux (Pb+Cu+Cr+Ni+Mn+Cd+Hg+Fe+As+Zn+Sn), N total, CN libres et phénols.
Constats : Selon le rapport annuel d'activité 2021 transmis par l'exploitant : - pour les lixiviats de l'ISDND : des analyses trimestrielles portant sur la composition des lixiviats de l'ISDND sont réalisées dans le bassin B9. La fréquence correspond à celle de l'AM et les paramètres analysés correspondent à ceux définis dans l'article 54 à l'exception de l'indice phénol qui est mesuré au lieu des phénols et l'indice hydrocarbures qui est mesuré au lieu des hydrocarbures totaux. A noter que les lixiviats dans le bassin B9 sont majoritairement destinés à la réinjection dans les casiers pour un fonctionnement en bioréacteur. En cas de quantité excédentaire, ils sont traités par osmose inverse avant rejet (pas de rejet direct dans le milieu naturel à partir de B9). - pour les eaux de ruissellement : via le bassin B10, des analyses trimestrielles sont réalisées conformément à l'AM. Comme pour les analyses portant sur les lixiviats, certains paramètres ne correspondent pas à ceux demandés : indice phénol mesuré au lieu des phénols, indice hydrocarbures mesuré au lieu des hydrocarbures totaux.
Observations : L'exploitant devra mettre à jour son programme de surveillance afin d'être complètement conforme aux dispositions de l'AM du 15/02/2016.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Autosurveillance des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/12/2002, article 32
Thème(s) : Actions nationales 2022, Fréquence de surveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Pour l'ISDD : une analyse au minimum trimestrielle de la qualité des eaux stockées dans le bassin prévu à l'article 20 (eaux de ruissellement, eaux issues des tranchées drainantes, eaux ruisselant sur la couverture intermédiaire) porte sur les paramètres mentionnés aux paragraphes 1 et 2 de l'article 30</p>
<p>Constats : Les eaux de ruissellement interne de l'ISDD sont récupérées dans le bassin B8.</p> <p>Des analyses mensuelles sont réalisées dans ce bassin portant sur l'ensemble des paramètres mentionnés aux paragraphes 1 et 2 de l'article 30 de l'AM du 30/12/2002 à l'exception de la DBO5 et du dichlorobromométhane qui ont fait l'objet de seulement 2 analyses en 2021. A noter que dans l'AM, il est prévu une analyse trimestrielle de la DBO5 et du dichlorométhane (non dichlorobromométhane). Concernant les rejets des autres substances dangereuses, seuls l'arsenic et le cadmium font l'objet d'analyses mensuelles. Les autres paramètres ne sont pas suivis.</p> <p>Des analyses mensuelles sont réalisées sur les eaux de ces tranchées drainantes mais elles ne portent pas sur la totalité des paramètres de l'AM du 30/12/02.</p>
<p>Observations : L'exploitant doit mettre à jour son programme de surveillance afin d'être conforme aux dispositions de l'AM du 30/12/02.</p> <p>De plus, concernant les tranchées drainantes présentes sur cette ISDD (TD2 et TD3), l'exploitant doit transmettre un schéma précis présentant la gestion des eaux issues de ces tranchées (éléments contradictoires entre ce qui a été indiqué lors de la visite, le dossier en cours d'instruction et le rapport annuel d'activité 2021 qui indique que ces eaux sont orientées vers B8).</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Autosurveillance des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 11 III
Thème(s) : Actions nationales 2022, Respect VLE
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : ISDND : Les lixiviats collectés sur le site sont traités avant d'être rejetés dans le milieu naturel ou réinjectés dans les conditions prévues au chapitre 4 du titre V. Seuls les lixiviats respectant les critères fixés à l'annexe I sont rejetés dans le milieu naturel.</p>
<p>Constats : Des analyses sont réalisées dans le bassin B9 qui récupère les lixiviats avant leur réutilisation ou traitement.</p> <p>Certaines valeurs limites pour un rejet au milieu naturel, définies en annexe I de l'arrêté ministériel du 15/02/2016 ne sont pas respectées mais les lixiviats contenus dans ce bassin B9 ne sont pas rejetés directement au milieu naturel. Ils sont préférentiellement réinjectés dans les casiers pour le fonctionnement en mode bioréacteur.</p> <p>En cas de rejet, ces lixiviats sont traités par osmose inverse avant leur rejet au milieu naturel. Deux campagnes de traitement des lixiviats ont été réalisées en 2021 et des analyses ont été réalisées au niveau du centre de traitement des lixiviats à chaque campagne.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Autosurveillance des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/12/2002, article 30
Thème(s) : Actions nationales 2022, Respect VLE
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>ISDD : Les lixiviats qui sont contenus dans le bassin de stockage mentionné à l'article 17 ne peuvent être rejetés au milieu naturel qu'après prise en compte des objectifs de qualité du milieu naturel lorsqu'ils sont définis et s'ils respectent au moins les valeurs du tableau suivant.</p> <p>Le rejet des eaux stockées dans le bassin tampon qui regroupe les eaux de ruissellement mentionnées à l'article 20 doit respecter des objectifs de qualité du milieu naturel lorsqu'ils sont définis et au minimum les valeurs du tableau suivant</p>
<p>Constats : Concernant les lixiviats, ils ne sont pas rejetés au milieu naturel. Ils sont en totalité utilisés dans le procédé de stabilisation des déchets. Des analyses mensuelles sont toutefois réalisées.</p> <p>Les eaux de ruissellement de l'installation de stockage de déchets dangereux sont stockées dans le bassin B8.</p> <p>Concernant le respect des valeurs limites de rejet, une teneur importante en Zn a été relevée en décembre 2021 (dépassement de la VLE de 0,8 mg/l si le rejet dépasse 20 g/j) et en Al (pas de VLE). Ces teneurs élevées ont engendré un dépassement de la valeur limite de rejet fixée à 15 mg/l pour les métaux totaux en décembre 2021 (28,018 mg/l). La problématique de la présence d'aluminium dans le bassin B10 (eaux de ruissellement de l'ISDND) avait déjà été notée en 2017 et 2018 et l'exploitant s'était engagé à apporter une vigilance particulière sur ce paramètre.</p> <p>A noter par ailleurs que les eaux du bassin sont la plupart du temps acides (pH entre 3 et 5) ce qui serait lié à la présence de pyrite dans le sol. Aucun élément d'explication n'a été apporté concernant les dépassements/anomalies mentionnés ci-dessus dans le rapport annuel 2021.</p> <p>Les analyses des eaux des tranchées drainantes (TD2 et TD3 et TD4) sont acides et montrent la présence de chlorures et des teneurs importantes en certains métaux (Al, Fe, Mn, Ni et Zn en particulier).</p>
<p>Observations : L'exploitant doit veiller à intégrer, lors de la transmission des résultats d'analyses de son site, tout commentaire permettant de justifier les écarts constatés. En cas de dépassement, des mesures complémentaires doivent être proposées. Il doit par ailleurs mettre à jour son programme de surveillance au regard de l'AM du 30/12/02.</p> <p>Comme pour les eaux de ruissellement, pour les analyses réalisées sur les eaux des tranchées drainantes, l'exploitant doit veiller à intégrer, lors de la transmission des résultats d'analyses de son site, tout commentaire permettant de justifier les résultats obtenus.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Autosurveillance des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV
Thème(s) : Actions nationales 2022, Dépassements et actions correctives
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Comme indiqué dans les constats précédents, les résultats d'analyses transmis, que ce soit pour l'ISDD ou l'ISDND, sont accompagnés de peu d'éléments d'explication concernant les dépassements ou les teneurs importantes constatées sur certains paramètres. Aucune action corrective n'est proposée.
Observations : L'exploitant doit veiller à intégrer, lors de la transmission des résultats d'analyses de son site, tout commentaire permettant de justifier les résultats obtenus et proposer le cas échéant des actions correctives.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Autosurveillance des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II
Thème(s) : Actions nationales 2022, Accréditation si AS non réalisée par l'exploitant
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les modalités de mise en œuvre du programme de surveillance ainsi que les prescriptions techniques pour la réalisation des opérations de prélèvement et d'analyse de substances dangereuses dans l'eau doivent permettre de garantir la fiabilité et la traçabilité des résultats de mesure. Les préconisations et les normes énoncées dans le guide relatif à l'échantillonnage et à l'analyse des substances dans les rejets aqueux des ICPE, validé par le ministère en charge de l'environnement, sont réputées satisfaire à cette exigence.
Constats : Tous les prélèvements et analyses, dont les résultats sont transmis à l'inspection des installations classées, sont réalisés par le laboratoire INOVALYS d'Angers. Ce laboratoire dispose d'une accréditation Cofrac pour les activités d'analyses/essais/étalonnages en Environnement/Qualité de l'eau.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Recalage pour les rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III
Thème(s) : Actions nationales 2022, Contrôle de recalage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Au moins une fois par an, les analyses sont effectuées par un laboratoire choisi en accord avec l'inspection des installations classées dans des conditions de déclenchement définies avec celle-ci. Ce laboratoire d'analyse devra être agréé ou, s'il n'existe pas d'accréditation pour le paramètre analysé, il devra être accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA). Pour les analyses de substances dans l'eau, l'accréditation d'un laboratoire pour un paramètre sur une matrice donnée implique que l'échantillon analysé ait été prélevé sous accréditation.
Constats : Tous les prélèvements et analyses étant réalisés par le laboratoire INOVALYS d'Angers accrédité, le contrôle de recalage n'est pas nécessaire.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/05/1994, article 7.2.3
Thème(s) : Actions nationales 2022, Fréquence de surveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Pour l'ISDD : 5 puits de contrôle permettent de suivre la qualité des eaux souterraines lors de l'exploitation pour chaque phase. [...]</p> <p>Pour chacun des puits de contrôle ainsi que sur l'ensemble des puits existants dans un rayon de 500 m autour du périmètre de la décharge, l'exploitant archive les résultats de l'analyse de référence à laquelle il a procédé préalablement à la mise en service de l'extension selon les paramètres fixés à l'article 7.2.2.</p> <p>Au minimum quatre fois par an, des analyses portant sur les paramètres fixés à l'article 7.2.2 sont effectués.</p> <p>Constats : Pour l'ISDD en cours d'exploitation, l'exploitant dispose, pour le suivi des eaux souterraines, de 3 puits et de 3 piézomètres qui sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - puits du Chêne vert - puits de la Chevie - puits de la Putonnerie - piézomètre n°0 - piézomètre n°10 - piézomètre n°11. <p>Une analyse trimestrielle est réalisée sur chacun de ces puits/piézomètres par le laboratoire INOVALYS d'Angers (prélèvements et analyses). Ces analyses portent a minima sur l'ensemble des paramètres listés dans l'AP de 1994.</p> <p>L'analyse de référence est rappelée dans les tableaux présentant les résultats obtenus. Il ressort des résultats transmis que les eaux souterraines présentent un caractère acide (piézomètre 11), des teneurs importantes en Al, Fe et Mn et les résultats révèlent également la présence de Cu, Cr, Ni et Zn.</p> <p>La fréquence du suivi et les paramètres suivis sont conformes à l'article 7.2.3 de l'AP. A noter toutefois que le piézomètre P0, seul amont de l'ISDD, est toujours vide. Il ne permet donc pas de réaliser le suivi attendu et de s'assurer que les teneurs importantes en métaux, qui ressortent des analyses réalisées, sont bien liées à la composition géologique du sous-sol (comme indiqué par l'exploitant).</p> <p>Observations : L'exploitant doit proposer la réalisation d'un nouveau piézomètre amont, construit conformément aux règles en vigueur, afin de répondre à l'obligation de suivi des eaux souterraines prescrite par son AP.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2004, article 6.3
Thème(s) : Actions nationales 2022, Fréquence de surveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Pour l'ISDND : l'exploitant doit procéder au moins trimestriellement à un contrôle de la qualité des eaux souterraines à partir des prélèvements effectués dans les 3 couples de piézomètres (un piézomètre de 12 m et un piézomètre de 40 par couple) implantés en périphérie de la zone d'enfouissement, dont un en amont hydraulique. Art.24 et annexe II-2 de l'AM du 15/02/2016 : définition des paramètres + 1 fois tous les 5 ans analyse de la radioactivité par spectrométrie gamma. Les prélèvements et analyses sont réalisés par un laboratoire agréé auprès du ministère chargé de l'environnement. Ce laboratoire est indépendant de l'exploitant.</p> <p>Constats : D'après le rapport annuel d'activité 2021 transmis par l'exploitant, 3 contrôles de la qualité des eaux souterraines ont été réalisés en 2021 et non 4 comme prévu dans l'arrêté préfectoral du site (fréquence trimestrielle pour les paramètres pH, résistivité, DCO et COT) sur les 3 couples de piézomètres implantés en périphérie de la zone de stockage.</p> <p>Au regard de l'AP du site, il manque donc une campagne portant sur les paramètres précités.</p> <p>Pour les autres paramètres, le suivi fait est conforme à l'AP de 2004 (deux campagnes sont réalisées sur les paramètres soumis à surveillance annuelle et les paramètres soumis à une surveillance quadriennale font l'objet d'une surveillance semestrielle à l'exception de Ca²⁺, Mn²⁺ et de certains paramètres bactériologiques).</p> <p>Concernant la conformité à l'AM de 2016, une analyse des eaux souterraines est bien réalisée à minima tous les 6 mois (en période de basses et hautes eaux) sur l'ensemble des paramètres listés. A noter une erreur dans la somme des métaux indiquée dans le tableau des résultats du rapport annuel (Al indiqué au lieu de As).</p> <p>Concernant l'analyse tous les 5 ans de la radioactivité, une analyse a été réalisée en mai 2019 sur les piézomètres de l'ISDND.</p> <p>Les prélèvements et analyses sont tous réalisés par le laboratoire INOVALYS d'Angers.</p> <p>La surveillance réalisée étant conforme aux dispositions de l'AM de 2016, à la suite de l'instruction du dossier d'autorisation en cours, la surveillance des eaux souterraines du site sera revue.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Surveillance des rejets aqueux et des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1
Thème(s) : Actions nationales 2022, Transmission GIDAF
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet.</p> <p>La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.</p>
<p>Constats : Seule la transmission des résultats de la surveillance des eaux souterraines pour l'ISDD et l'ISDND est prévue via GIDAF.</p> <p>Après examen des données disponibles sous GIDAF, il a été constaté :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pour l'ISDND : aucune donnée n'a été saisie pour cette installation (déclaration entièrement vide, pas de contact exploitant indiqué) - pour l'ISDD : apparemment des essais de saisie ont été réalisés mais aucune donnée n'est intégrée. <p>L'exploitant a demandé à son laboratoire (INOVALYS Angers) de saisir les résultats des contrôles réalisés dans GIDAF sans succès. Les difficultés rencontrées sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pour l'ISDND, l'exploitant n'a pas accès à GIDAF pour ce site (vu lors de la visite, l'établissement apparaît bien mais seule l'application GEREP est accessible) - pour l'ISDD : l'application GIDAF est bien accessible mais les tentatives de saisie faites par INOVALYS auraient généré des messages d'erreur. De plus, le cadre GIDAF n'est pas correct (ne correspond pas à ce qui est réalisé).
<p>Observations : Par message du 05/07/2022, l'exploitant a transmis une demande de modification de cadre GIDAF. Afin d'essayer de régler les difficultés rencontrées, les messages d'erreur reçus doivent être transmis à l'inspecteur des installations classées. L'exploitant doit intégrer toutes les données dans GIDAF dès que les accès auront été rétablis et les modifications faites.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Contrôle par vidéo des déchargements de déchets

Référence réglementaire : Décret du 30/03/2021, article 1er
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle vidéo
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Modification du code de l'environnement : Art. D.541-48-1. I. Le présent article régit les conditions de contrôle par vidéo des déchargements de déchets non dangereux non inertes dans les installations de stockage et d'incinération. Les dispositions du présent article sont applicables à compter du 1er juillet 2021 : - aux installations de stockage de déchets relevant de la rubrique 2760-2-b de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ; [...] II. L'exploitant d'une installation visée à l'article D.541-48-4 met en place un dispositif mobile ou fixe de contrôle par vidéo des déchargements de déchets non dangereux non inertes selon les modalités prévues par les articles suivants.
Constats : Lors de la visite, une copie du contrat de sécurité du 20/04/2022 (signé par SEDA le 25/04/2022), établi avec la société STANLEY Security (nom : offre vidéo Loi AGECE, n°O-625336), a été remis par l'exploitant (société retenue pour tous les sites SUEZ). Il est prévu la mise en place de 3 caméras au niveau de l'ISDND : - 1 permettant la lecture des plaques d'immatriculation des camions, - 1 caméra d'ambiance fixe permettant de confirmer le véhicule entrant dans la zone de déchargement, - 1 caméra dôme pour visualisation du déchargement permettant de visualiser le contenu du camion. Tout sera enregistré et les données seront stockées sur une période d'au moins 12 mois. Un filtre sur le numéro d'immatriculation sera possible (1 fichier par immatriculation). Le logiciel utilisé floutera toutes les personnes présentes. La société STANLEY Security doit intervenir autour du 20 juin 2022 pour un système opérationnel au 01/07/2022 (une copie d'un mail de cette société, du 22/04/2022, confirmant cette échéance, a été remis). Le site ne disposant pas de comité social et économique ni de représentant(s) du personnel, l'exploitant doit réunir l'ensemble du personnel conformément au point III de l'article 1er de ce décret.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Conditions d'élimination des déchets non dangereux

Référence réglementaire : Décret du 16/09/2021, article 1er
Thème(s) : Risques chroniques, Interdiction d'élimination de déchets non dangereux valorisables
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : IV. L'exploitant de l'installation de stockage de déchets non dangereux met en place une procédure de contrôle des déchets entrants. Cette procédure comporte notamment : 1° Un rapport annuel de caractérisation des déchets apportés dans l'installation dont la réalisation incombe au producteur des déchets ou à défaut leur détenteur. Cette tâche peut être confiée à l'exploitant de l'installation ou à un laboratoire s'ils disposent des compétences techniques requises.[...] 2° Un contrôle visuel des déchets lors de leur admission sur site ou de leur déchargement par les préposés de l'exploitant. Lorsqu'il est constaté lors de ce contrôle que les dispositions du présent article ne sont pas respectées, l'exploitant refuse la réception des déchets. En cas de doute, l'exploitant peut faire procéder à une caractérisation de ces déchets.[...]
Constats : Les dispositions ci-dessus sont applicables au 1er juillet 2022 et ne sont donc pas applicables à la date de la visite. A noter qu'une réunion d'échange avec les acteurs du monde des déchets sur les conditions d'élimination des déchets a été organisée par la direction générale de la prévention des risques (DGPR) du ministère de la transition écologique le 2 juin 2022. A l'issue de cette réunion, il a été proposé la mise en place d'une période expérimentale sur le 2d semestre 2022 pour recueillir le retour d'expérience des exploitants sur l'utilisation de modèles de documents élaborés (justificatifs/attestations annuelles sur le respect des obligations de tri et protocole de caractérisation). Lors de la visite, l'exploitant n'avait pas connaissance ni des échanges entre les acteurs du monde des déchets (fédérations professionnelles en particulier) et la DGPR ni des modèles devant être déployés. Aucune mesure complémentaire à celles déjà existantes (fiche d'information préalable, contrôle visuel par la personne présente au déchargement sur la chargeuse...) n'a été mise en place. L'exploitant doit se rapprocher de sa fédération professionnelle ou autre afin de participer activement au retour d'expérience attendu par la DGPR.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet